Document généré le 8 août 2025 06:44

Bulletin de l'Association des démographes du Québec

Le problème de population mondiale et la Conférence de Bucarest

Bernard Bonin

Volume 3, numéro 2, hors-série, 1974

Année mondiale de la population

URI : https://id.erudit.org/iderudit/305787ar
DOI : https://doi.org/10.7202/305787ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1713 (imprimé)
1925-3478 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Bonin, B. (1974). Le problème de population mondiale et la Conférence de Bucarest. *Bulletin de l'Association des démographes du Québec*, *3*(2), 49–60. https://doi.org/10.7202/305787ar

Tous droits réservés © Association des démographes du Québec, 1974

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

LE PROBLEME DE POPULATION MONDIALE ET LA CONFERENCE DE BUCAREST*

Les inquiétudes quant au risque d'une surpopulation mondiale ne sont pas nouvelles. La publication du célèbre Essai de Malthus, pour ne prendre qu'un exemple, date en effet de la fin du 18è siècle. Quels facteurs alors ont pu convaincre l'Organisation des Nations-Unies de tenir une conférence mondiale sur cette question, la seule jusqu'à maintenant au niveau politique? On a dit de cette conférence qu'elle prenait une signification toute spéciale du seul fait qu'elle ait pu se tenir et peu importe les conclusions ou les réalisations auxquelles elle allait aboutir. Il y a à peine dix ans a-t-on ajouté, il aurait été inconcevable d'amener les pays du monde à discuter de cette question. Il est probablement juste alors de parler d'une nouvelle-prise de conscience du problème à l'échelle mondiale. Nous nous proposons ici de donner d'abord une image globale (et malheureusement un peu simplifiée) du problème pour ensuite montrer que, sur plusieurs points, cette image globale camoufle des situations très différentes selon les pays. Nous devrions être ainsi mieux en mesure de comprendre la réaction des nations qui ont participé à la Conférence de Bucarest. Si l'accent a été mis ici sur les aspects économiques, il ne faudrait pas en conclure que ce sont les seules questions importantes ou même les plus importantes: l'évolution du rôle de la famille, par exemple, devrait aussi se trouver au coeur de ces discussions. Comme il n'était cependant pas possible de traiter de l'ensemble du problème dans un court article, nous avons dû faire un choix et il est normal qu'un auteur privilégie alors les aspects pour lesquels il se sent plus à l'aise.

*

* *

On a estimé la population mondiale en 1950 à 2.5 milliards d'habitants environ et selon les projections des Nations-Unies cette même population devait atteindre 3.9 milliards au cours de 1974 et dépasser les 4 milliards d'habitants au cours de l'année 1975, ce qui représenterait un accroissement de 60 pour cent au cours du dernier quart de siècle. La population mondiale croît actuellement au taux de près de 2% par année, le plus élevé de toute l'histoire de l'humanité selon certains. L'accélération du taux de croissance a d'ailleurs été très sensible depuis le début du siècle: taux annuel moyen de 0.8% de 1900 à 1950, et de 1.8% de 1950 à 1960 et de 1.9% de 1960 à 1970. A ce rythme, les nombres doublent en 37 ans environ. Si les hypothèses qui sous-tendent les projections de l'O.N.U. se réalisent, le taux annuel

---

* texte paru dans le Devoir, octobre 1974

de croissance se ralentira quelque peu d'ici l'an 2000 mais la population mondiale croîtrait encore de 1990 à 2000 à peu près au même rythme que la décennie 1950-1960 pour atteindre environ 6.5 milliards en l'an 2000. La terre étant un univers fini, il est évident qu'on doit envisager la nécessité d'une stabilisation de la population mondiale. Comme nous le verrons plus loin, cependant, on est loin de s'entendre sur le moment auquel cette stabilisation devra être réalisée.

Cette croissance rapide au cours des années récentes s'explique en bonne partie par l'amélioration sensible des taux de mortalité. Il y a à peine un quart de siècle un très grand nombre de pays du monde avaient un taux de natalité élevé mais qui s'accompagnait d'un taux de mortalité également haut de sorte que l'accroissement naturel était relativement lent. Même s'il y a encore place à beaucoup d'amélioration, des progrès certains au chapitre de la lutte contre la maladie ont amené une baisse considérable des taux de mortalité dans ces pays, et en particulier des taux de mortalité infantile et ont permis une hausse de l'espérance de vie à la naissance. La natalité n'a toutefois pas encore montré la même tendance à la baisse et il en est résulté un plus fort accroissement naturel. Comme les sociétés mondiales ne peuvent pas ne pas se donner la baisse des taux de mortalité comme objectif, c'est au niveau de la natalité qu'il faut faire porter l'action, dit-on, si on le juge à propos. Non seulement faudrait-il tenir compte en plus des effets d'une telle évolution sur la structure d'âge de la population mondiale, mais il faut reconnaître également que les migrations internationales ne peuvent pas être envisagées comme une solution possible au problème de la surpopulation mondiale. Ces migrations jouent maintenant un rôle relativement moins important qu'au siècle précédent et si elles peuvent encore soulager des petits pays qui feraient face à un problème de surpopulation, on s'accorde généralement à dire qu'elles ne peuvent constituer une solution à un problème de surpopulation mondiale.

Par ailleurs, on s'inquiète beaucoup de la tendance à l'accroissement de la densité de la population par l'intermédiaire de l'urbanisation, des difficultés que pose la production d'aliments en quantité et en qualité suffisantes pour nourrir convenablement cette population croissante (la conférence de novembre 1974 sur l'alimentation étudiera davantage cette question), et des conséquences de cette croissance rapide de la population sur la consommation des ressources non reproductibles du globe. Pourtant, la croissance économique et l'industrialisation, l'urbanisation, les possibilité accrues

de consommation, etc., et les changements de structures et de mentalités qui accompagnent cette évolution comptent parmi les facteurs qui ont conduit à une natalité en baisse dans plusieurs pays du monde au cours de l'histoire de sorte que l'on se trouve face à une sorte de paradoxe: d'une part, si le développement se fait, la modernisation et les conditions de vie améliorées qui l'accompagnent devraient entraîner une baisse du taux de natalité; d'autre part, on craint que le développement ne puisse pas se faire aussi longtemps que les forts taux de croissance de la population que nous connaissons présentement continueront.

Si ce tableau, somme toute plutôt sombre, des conditions démographiques dans le monde avait correspondu à la réalité de l'ensemble des pays on peut penser que les participants à la Conférence de Bucarest se seraient montrés disposés à accepter les objectifs démographiques qu'on soumettaient à leur approbation. Car sans être très contraignante, la première version du plan d'action mondial suggérait que les taux de croissance qui risquent d'être atteints si les politiques démographiques des pays qui en ont une ont du succès, servent de base à la revue et à l'évaluation du plan. Mais cette première version a subi les attaques de plusieurs pays qui voulaient en particulier que l'on inscrive davantage les questions démographiques dans les schémas de développement économique et social, que l'on tienne compte davantage de la diversité des conditions selon les pays et que l'on affirme avec encore plus de vigueur l'inviolabilité de la souveraineté nationale en matière de population. Le texte du plan mondial qui a reçu l'approbation des pays participants à la Conférence de Bucarest est donc assez différent, non seulement dans sa forme mais aussi dans son esprit, de celui qui avait été proposé à la discussion et on peut se demander si la diversité des expériences nationales n'est pas avant tout responsable de ces changements.

*

* *

Ce tableau global camoufle en effet des différences très marquées entre les régions et les pays du monde. Par exemple, en ce qui concerne le niveau de la population, en 1950 le tiers de la population mondiale vivait dans les régions les plus développées, c'est-à-dire l'Europe, l'U.R.S.S., le Japon, le Canada et les Etats-Unis, l'Argentine, le Chili et l'Uruguay, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, tandis que les deux tiers vivaient dans les régions les moins développées, c'est-à-dire le reste du monde. Etant donné les différences dans les taux

de croissance, si les hypothèses qui sont sous-jacentes aux projections des Nations-Unies se réalisent, en l'an 2000 la population qui vivra dans les régions les moins développées sera presque quatre fois plus nombreuse que celle des régions développées. Quant aux taux de croissance, ils ont été au cours de la décennie 1960-1970 de 1.9% en moyenne par année pour l'ensemble du monde, de 1.1% pour les régions développées (avec un maximum de 1.9% pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande et un minimum de 0.6% pour l'Est et le Nord de l'Europe). et de 2.3% pour les régions moins développées (avec un maximum de 3.4% pour la Polynésie et la Micronésie et de 3.2% pour l'Amérique centrale et un minimum de 1.7% pour la Chine contrairement à la croyance populaire!) Les projections laissent d'ailleurs entrevoir que les différences entre les taux de croissance des régions développées et des régions moins développées s'accentueront. D'autres indices montreraient la même évolution probable: par exemple, la plupart des régions développées (à l'exception de l'Argentine, du Chili, de l'Uruguay et de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande) ont atteint ou sont un peu au-dessus du niveau de remplacement; les pays en voie de développement sont encore très au-dessus de ce niveau et selon les projections à peu près seulement la Chine pourrait y arriver vers la fin du siècle, etc.

Quant à l'espérence de vie à la naissance, elle est passée en vingt ans (1950-1970) de 64.6 à 70.4 ans dans les pays développés et les écarts entre les pays sont peu importants; en revanche, l'espérence de vie à la naissance dans les régions moins développées est passée au cours de la même période de 42 à 51 ans mais elle reste de l'ordre de 40 ans dans une bonne partie de l'Afrique.

Déjà au niveau des simples variables démographiques, on trouve donc des conditions très variables selon les pays. Cette diversité n'apparaît pas moins grande lorsqu'on met la population en relation avec d'autres variables économiques. Par exemple, la densité de la population. En 1970, elle était de 27 habitants au kilomètre carré pour l'ensemble du monde. Mais ce résultat est formé d'une moyenne de 18 pour les régions développées et de 34 pour les autres. Et même ces deux dernières moyennes sont extrêmement trompeuses car elles cachent des écarts aussi considérables que 2 habitants au kilomètre carré pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande, 6 pour une partie de l'Afrique et environ 150 pour l'Europe occidentale et 280 pour le Japon. Il est clair que tous les pays ne sentiront pas avec la même intensité le poids de la surpopulation mondiale.

De 1960 à 1970 on constate qu'en dépit des différences marquées dans les taux d'accroissement de la population entre pays développés et pays en voie de développement, la production totale s'est accrue à des taux semblables dans les deux groupes de pays, de sorte que les gains per capita ont été plus modestes dans les pays en voie de développement. L'écart entre les deux groupes de pays s'est donc accru et on pourrait penser que cette évolution donne raison à ceux qui croient qu'un accroissement trop rapide de la population peut faire disparaître complètement les gains que le développement économique peut apporter à certains pays en ce qui concerne l'amélioration du niveau de vie. Cependant, une comparaison entre le taux de croissance de la production per capita et le taux de croissance annuel de la population pour une cinquantaine de pays en voie de développement n'a pas fait apparaître de corrélation significative entre les deux pour les années 1960-1970. Bien sûr, il ne faut pas en conclure qu'il n'y a absolument aucune relation entre l'accroissement de la population et la croissance économique. Mais il est probable que la population fait sentir ses effets par des interrelations très complexes et il se pourrait que les effets de la croissance de la population ne soient pas assez prédominants pour se manifester clairement. Le moins que l'on puisse dire c'est que les relations entre les variables démographiques et les variables économiques ne sont pas simples et il est douteux qu'un bon nombre de pays soient disposés à recourir à des politiques draconiennes dans l'état actuel des connaissances. Ce facteur a donc pu contribuer à forger la réaction d'un certain nombre de délégations à Bucarest.

Les pays du monde diffèrent beaucoup également en ce qui concerne l'abondance des ressources naturelles relativement à la population et aux niveaux des revenus. Aussi bien parmi les pays développés qui disposent des techniques les plus au point et de revenus élevés que parmi les pays en voie de développement, on trouve plusieurs combinaisons entre l'abondance des ressources et la population. A titre d'exemples parmi les pays développés de forte population les Etats-Unis se trouveraient dans le groupe des pays qui disposent de ressources abondantes et le Japon dans le groupe de ceux qui ne disposent pas de ressources abondantes; parmi les pays développés de faible population, l'Australie serait classée comme ayant beaucoup de ressources, la Norvège comme en ayant peu. Les même différences se retrouvent entre les pays en voie de développement. Chez les pays de forte population, la Chine dispose de beaucoup de ressources, les Bangladesh de peu; parmi les pays de faible population, l'Arabie Séoudite se trouverait dans le groupe des relativement bien pourvus, le Mali dans le groupe des plus démunis, etc.

En ce qui concerne la production alimentaire le tableau encore là s'éclaire lorsque l'on évalue la quantité de terres qui n'ont pas encore été mises en culture mais pourraient l'être si la main-d'oeuvre et le capital nécessaire étaient disponibles. Sans reprendre ici en détail l'argumentation des Nations-Unies, disons que l'on a tenu compte dans cette évaluation des quatre facteurs suivants: la surface de terre qui pourrait être cultivée, la qualité de cette terre, l'approvisionnement en eau disponible pour l'irrigation, et la répartition géographique de cette terre potentiellement arable mais qui n'est pas présentement cultivée par rapport à la répartition géographique de la population mondiale. Les résultats sont intéressants: si l'Asie et l'Europe (à l'exception de l'U.R.S.S.) paraissent être en difficultés étant donné qu'il existe peu de terres qui n'auraient pas encore été mises en culture (ce qui n'exclut pas, surtout en Asie, la possibilité d'une amélioration considérable du rendement des terres existantes), l'Amérique du Nord, mais surtout l'Afrique, l'Amérique du Sud, l'Australie et la Nouvelle-Zélande disposent de réserves de terres non cultivées qui sont très importantes. La quantité de terres qui sera consacrée à l'agriculture à l'avenir deviendra principalement une variable économique et sociale qui diffèrera de pays à pays plutôt qu'une variable physique. Or si nous avons raison de croire que dans les domaines économique et social il n'existe pas vraiment de déterminisme, c'est du jugement éclairé et de la volonté des hommes plutôt que de limitations physiques proprement dites que dépendra l'amélioration des conditions d'alimentation à l'échelle mondiale. Il est donc permis d'espérer. La même chose s'applique à la détérioration de l'envirionnement qui est un problème non seulement pour les pays développés mais qui entraîne des conséquences peut-être encore plus graves pour les régions sous-développées.

*

* *

Nous avons tenté dans cet article d'éclairer les résultats de la Conférence de Bucarest en montrant que, s'il y a lieu d'être prudents en ce qui concerne le niveau et le rythme de croissance de la population mondiale, les conditions nationales diffèrent énormément cependant. Lorsque l'on tient compte de ces deux facteurs il était probablement normal que plusieurs pays cherchent à rendre moins contraignant un plan d'action mondial qui ne l'était déjà pourtant pas beaucoup. En ce sens, on a eu raison de dire qu'on a assisté de nouveau à Bucarest au triomphe des nationalismes. Les variables les plus importantes nous paraissent être les progrès de l'organisation et de la technique dans les pays en

voie de développement. Si l'on est optimiste quant à la possibilité de diffuser ces progrès à l'échelle du monde, on n'est pas très inquiet quant au risque d'une surpopulation mondiale dans un avenir rapproché; si l'on est pessimiste, on croit que le monde fait déjà face ou fera très bientôt face à un problème grave. Sans tomber dans un optimisme béat, on peut adopter une attitude qui consisterait à "planifier l'incertitude" même s'il peut paraître surprenant de joindre ces deux termes. En organisant une conférence mondiale sur la population, l'O.N.U. a sans doute contribué à amorcer ce processus. Les suites à donner à la Conférence appartiennent bien sûr aux états participant eux-mêmes; il est certain que plusieurs parmi eux voudront poursuivre l'effort de réflexion que l'initiative des Nations-Unies a nécessité.

*

* *

LES CONDITION DEMOGRAPHIQUES AU CANADA ET AU QUEBEC

On a beaucoup parlé de population au Canada récemment. La Colombie-Britannique se préoccupe de la croissance rapide de Vancouver en particulier à cause de l'immigration, et craint que la "qualité de la vie" se détériore. L'Ontario montre une très forte concentration de l'activité dans le sud de la province alors que de très grands espaces au nord ne sont pas du tout peuplés. La Saskatchewan et les Maritimes n'arrivent pas à garder leur population, etc. Quant au Québec, le faible taux de natalité et de l'accroissement naturel depuis quelques années conjugué avec des migrations nettes négatives font craindre à plusieurs une diminution du poids ralatif du Québec dans l'ensemble canadien,des pénuries de main-d'oeuvre dans la prochaine décennie,une structure d'âges qui montrera un vieillissement certain de la population, un équilibre sociologique en danger si jamais la majorité des immigrants se joignent au groupe anglophone etc. On voit donc que les préoccupations sont assez différentes de celles qui ont marqué les travaux de la Conférence de Bucarest et il paraît indiqué de faire le point ici car on risque fort d'entendre parler de ces questions encore pendant longtemps. D'une part la Conférence a relancé le débat sur ces problèmes comme on l'a vu dans la partie précédente,et d'autre part, l'action en matière de population ne faisant sentir ses effets que lentement les conditions actuelles portent déjà l'essentiel de ce que sera la population en l'an 2000.

*

* *

Le Québec n'est pas la seule province canadienne à avoir enregistré une baisse de la natalité au cours des années récentes. Toutes les régions du pays ont été touchées bien qu'inégalement. Entre le milieu des années 1950 et le début des années 1970-1980, la moyenne canadienne a baissé d'environ 10o/oo. C'est cependant au Québec que la baisse du taux a été la plus importante et nous avons maintenant le taux le plus bas au Canada comme le montre le tableau suivant. Nous avons choisi 1957 comme point de départ étant donné que c'est à compter de cette année que la natalité a commencé à baisser régulièrement.

Taux de natalité pour 1000 habitants

	CANADA	T.N.	I.P.E.	N.E.	N.B.	QUE.	ONT.
1957	28.2	36.1	27.0	27.6	30.3	29.7	26.8
1972	15.9	24.2	17.8	17.0	18.4	13.8	16.0

	MAN.	SASK.	ALTA	C.B.	YUKON	T.N.O.
1957	25.9	27.2	30.7	26.1	41.2	47.4
1972	17.6	16.9	17.7	15.4	23.9	34.4

En faisant abstraction pour le moment des mouvements migratoires sur lesquels nous reviendrons, il y a donc lieu de craindre que la diminution de l'importance relative de la population québécoise dans l'ensemble canadien que nous connaissons depuis quelques années, se continue, car les différences entre les divers taux de mortalité ne sont pas suffisantes pour contrebalancer les effets des taux de natalité plus bas au Québec. Par ailleurs, avec des taux de mortalité déjà très bas et une espérance de vie à la naissance parmi les plus élevées au monde, le Canada est, comme d'autres pays industrialisés, considéré comme ayant presque terminé la transition du phénomène démographique en ce qui concerne la mortalité. Ce n'est pas donc à ce niveau qu'il faut attendre des différences significatives entre les provinces et l'évolution de la natalité revêt une importance considérable. Cette évolution est encore plus remarquable lorsqu'on examine une période plus longue car, autrefois reconnu comme état à forte fécondité, le Québec a vu passer son taux de natalité de 46o/oo vers 1871 à 30o/oo en 1951 et à 15o/oo en 1971 de sorte que le taux d'accroissement naturel est tombé en bas d'un pour cent par année récemment.

Examinons maintenant les mouvements migratoires. Là encore, le Québec ne peut pas ne pas s'interroger sur l'évolution qui se dessine. Au début des années 1950-1960 la migration nette a représenté plus du tiers de l'augmentation totale de la population canadienne, alors qu'en 1971 elle ne représentait plus que 20 pour cent. Mais il reste que le Canada dans son ensemble a enregistré des gains nets en matière de migration au cours des deux dernières décennies. Au Québec en revanche, nous enregistrons depuis 1968 une migration nette négative (c'est-à-dire davantage de sorties que d'entrées) dont l'ampleur à varié entre un minimum d'un peu moins de 1000 en 1973 et un maximum de plus de 39,000 en 1970. C'est donc dire que si l'immigration est venue augmenter la population canadienne, au Québec, elle n'a même pas suffi à contrebalancer l'émigration au cours des dernières années. Cependant, si l'on considère que l'émigration se serait produite de toute façon, l'immigration conserve une très grande importance car pour certaines années elle a représenté une forte proportion de l'augmentation totale de la population québécoise. L'enjeu est donc de taille et il peut être encore mieux mis en lumière lorsqu'on examine les caractéristiques des immigrants.

De 1946 à 1973, le Québec a accueilli environ 755,000 immigrants soit une moyenne d'environ 28,000 par année. Mais la part relative de l'immigration qui se destine au Québec n'a cessé de décroître depuis plusieurs années. L'Ontario attirait 50% des immigrants en 1962; sa part est passée à 58% en 1973, le Québec recevait 26% des immigrants en 1962; il n'en reçoit plus que 14% en 1973. Même la Colombie-Britannique en accueille maintenant davantage avec 16% en 1973. L'immigration en provenance d'Europe est tombée de 74 à 46% du total de 1967 à 1972; celle en provenance d'ailleurs est passée de 26 à 54%. Si l'on s'intéresse maintenant aux pays de dernière résidence des immigrants, le Québec attirait, en 1962, plus de 80% des immigrants venant de Frnace; il n'en reçoit plus que 60%. Pendant ce temps, les pourcentages de l'Ontario et de la Colombie-Britannique (faible dans ce dernier cas, il est vrai) ont presque doublé. Si l'on ajoutait à cela l'évolution du nombre des immigrants selon leur "connaissance des langues officielles", on constaterait que depuis 1968, le pourcentage des immigrants qui ne parlent que l'anglais est en hausse, que la proportion des immigrants qui ne parlent que le français est en baisse tout comme celle des immigrants qui ne parlent ni le français ni l'anglais (qui reste pourtant de l'ordre de 30%) alors que

la proportion des immigrants qui parlent couramment et le français et l'anglais se maintient avec peut-être une légère tendance à la hausse. Même s'il est parfois encore trop tôt pour savoir si certaines de ces tendances dureront, il y a là du point de vue de l'avenir socio-linguistique du Québec une évolution à surveiller de près. De plus, cette population s'accroît elle aussi une fois qu'elle est établie au Québec. Non seulement convient-il alors d'accorder de l'importance à sa répartition linguistique à l'arrivée comme indication d'un choix probable d'un milieu culturel plutôt que l'autre, mais il faut remarquer également que près de 14% des naissances au Québec en 1972 ont été enregistrées chez les groupes ethniques autres que français et britannique. Une décision prise par les parents au moment de l'implantation risque donc d'avoir des conséquences durables et sérieuses car au cours du dernier quart de siècle la répartition linguistique de l'immigration a été à peu près exactement à l'inverse de la population québécoise: 82% de non francophones et 18% qui avaient le français comme langue d'usage.

En résumé la combinaison de l'accroissement naturel et des migrations a donné les taux de croissance annuelle suivants en ce qui concerne la population totale du Canada et du Québec (dans ce dernier cas en tenant compte donc des migrations interprovinciales): de 1966 à 1971, le taux de croissance de la population canadienne a été de 1.6% en moyenne comparativement à 2.7% de 1956 à 1961 et 1.9% de 1961 à 1966. Il se pourrait que ce taux soient encore plus bas pour la période de 1971-76 du moins si l'on se base sur les premières indications disponibles. Quant au Québec de 1966 à 1971, les taux annuels d'accroissement de l'ensemble de la population ont varié entre un maximum de 1.5% en 1966 et un minimum de 0.2% en 1970. Même si le taux canadien est lui-même en baisse, si la tendance actuelle se poursuit il est fort probable que la population québécoise relativement à l'ensemble du Canada ira effectivement en diminuant. La baisse de la natalité, les progrès quant à l'abaissement des taux de mortalité et peut-être les mouvements migratoires (en ce qui concerne la structure d'âges des émigrants et immigrants) entraîneront un vieillissement de la population québécoise, par ailleurs, déjà sensible. Les conséquences du vieillissement d'une population sont encore mal connues: on sait cependant que chaque membre d'une population active doit supporter un fardeau plus lourd (fiscal et autre) lorsque la proportion d'inactifs est élevée, ce qui signifie qu'une reprise de la natalité dans une population qui montrerait déjà un certain vieillissement pourrait accroître encore ce fardeau.

C'est aussi en se basant sur l'évolution démographique que l'on prévoie au Québec des pénuries de main-d'oeuvre pour les années 1980-1990. On calcule des prévisions de demande de main-d'oeuvre (même s'il s'agit de prévision que les spécialistes savent être particulièrement difficiles à faire) en faisant des hypothèses quant à l'accroissement de la productivité et on compare les résultats ainsi obtenus avec l'offre prévue de main-d'oeuvre. On obtient ainsi un écart global qu'il faudra trouver le moyen de désagréger, mais le simple fait que la baisse de la natalité ait entrainé une diminution marquée du nombre d'enfants québécois qui ont présentement de 0 à 10 ans laisse certainement entrevoir des difficultés si les courants migratoires ne viennent pas corriger la situation.

D'autres aspects ont également attiré l'attention des analystes. Nous n'en mentionnerons que deux ici à titre d'exemples. L'évolution démographiques au Québec entraîne déjà l'inutilisation d'un certain capital social. La diminurion des effectifs scolaires a déjà posé des problèmes à la C.E.C.M. comme on a pu le voir il y a quelques mois. On s'inquiète déjà de la baisse des effectifs étudiants au niveau collégial prévue pour dans quelques années. Demain ce sera au tour des universités à faire face au même problème et les domaines autres que l'éducation en sentiront aussi les effets. Si l'on s'intéresse enfin à la répartition spatiale de la population au Québec, on constate qu'en 1971, la densité variait beaucoup d'une région à l'autre avec un minimum de 0.16 habitant au km^2 et un maximum de 93 habitants au km^2. Par ailleurs, on continue de s'inquiéter de la croissance de la région métropolitaine de Montréal que certains trouvent trop rapide, d'autres trop lente, des villes moyennes du Québec qui rendraient service précisément comme villes moyennes dans une prespective de meilleure répartition spatiale de la population, perdent au contraire de leur population etc.

*

* *

Comme nous l'avons dit plus haut, certaines parmi ces tendances sont encore trop récentes pour savoir quels sont les facteurs qui en sont responsables alors que d'autres ont été amorcées il y a déjà longtemps et ne sont probablement que le reflet de la place que le Canada et le Québec occupent parmi les pays industrialisés et urbanisés. Par ailleurs, il n'y a pas que des ombres au tableau démographique du Québec. Les changements dans les tendances démographiques ont probablement contribué à faire prendre conscience à la collectivité de la nécessité d'améliorer les services périnatals. C'est ainsi

que le taux de mortalité périnale est passé de 53 o/oo naissances totales en 1941 à 19.2 o/oo en 1972 et que malgré cette amélioration le gouvernement du Québec a adopté une politique vigoureuse de périnatalité en 1973 qui vise à le faire baisser davantage. Dans l'ensemble cependant le tableau n'incite pas à la complaisance car si la Conférence de Bucarest a cherché à faire prendre conscience des problèmes qui peuvent résulter d'une croissance trop rapide de la population mondiale, la croissance lente ou la stabilité d'une population posent d'autres types de problèmes que l'on se doit de connaître si l'on veut que les choix en cette matière soient éclairés.

Bernard Bonin
Sous-ministre adjoint au
Ministère de l'Immigration du Québec

Le 24 septembre 1974.